

MARCHÉ PUBLIC DE PRESTATION DE SERVICES

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

N° 2025-ECPAD-001-AC-00-00

Accord-cadre mono attributaire à marchés subséquents relatif à l'externalisation des moyens de location, d'installation, de mise en service, d'exploitation et de démontage des systèmes de production en direct, ainsi que la mise en image et la diffusion de diverses productions audiovisuelles

Pouvoir adjudicateur : Établissement de communication et de production audiovisuelle de la Défense (ECPAD)

Mode de passation : Appel d'offres ouvert en application L.2124-2, R.2124-2, R.2162-2 à R2161-5 du Code de la commande publique

Représentant du Pouvoir adjudicateur : Le Directeur de l'Établissement de communication et de production audiovisuelle de la Défense

Comptable assignataire des paiements : L'Agent comptable de l'ECPAD

1 OBJET	4
2 TYPE D'ACCORD-CADRE ET PROCÉDURE	4
3 DOCUMENTS CONTRACTUELS	4
4 INTERVENANTS AU CONTRAT	5
4.1- PARTIES AU CONTRAT	5
4.2- SOUS-TRAITANCE	5
4.3-COTRAITANCE	5
4.4 SUIVI DU MARCHÉ PUBLIC	6
4.4.1. Représentants du Pouvoir adjudicateur	6
4.4.2. Représentants du Titulaire	6
5 CARACTÉRISTIQUES PRINCIPALES DU MARCHÉ PUBLIC	6
5.1- ALLOTISSEMENT – VARIANTES – TRANCHES OPTIONNELLES	6
5.2- PRESTATIONS SUPPLÉMENTAIRES ÉVENTUELLES	6
5.3- DEROGATION EXCEPTIONNELLE AU PRINCIPE D'EXCLUSIVITÉ DU TITULAIRE	7
5.4 - MONTANT DE L'ACCORD-CADRE ET VALEUR ESTIMÉE	7
5.5- DURÉE DE L'ACCORD-CADRE	7
5.6- HORAIRES D'OUVERTURE DE L'ÉTABLISSEMENT	7
6 DISPOSITIONS SPÉCIFIQUES AUX MARCHÉS SUBSÉQUENTS	8
6.1- OBJET DES MARCHÉS SUBSÉQUENTS	8
6.2- MODALITÉS D'ATTRIBUTION DES MARCHÉS SUBSÉQUENTS	8
6.3- VARIANTES, PRESTATIONS SUPPLÉMENTAIRES ÉVENTUELLES ET TRANCHES	8
6.4- OBLIGATION DE RÉPONSE	8
6.5- MODALITÉS DE CONSULTATION	8
6.6- DURÉE/DELAIS D'EXÉCUTION DES MARCHÉS SUBSÉQUENTS	9
6.7- MONTANT DES MARCHÉS SUBSÉQUENTS	9
6.8- ANNULATION DU MARCHÉ SUBSÉQUENT	10
6.9- MODALITÉS DE DÉCOMPTÉ DES DELAIS	10
7 OBLIGATIONS DU TITULAIRE	10
7.1- OBLIGATIONS DE QUALITÉ	10
7.2- OBLIGATIONS DE CONSEIL	11
7.3- OBLIGATIONS DE RÉSULTAT	11
7.4- OBLIGATION DE CONFIDENTIALITÉ ET DE DISCRETION	11
7.5 -MATERIEL EMPLOYÉ LORS DE LA PRESTATION	11
7.6 -PERSONNEL INTERVENANT POUR LE COMPTE DU TITULAIRE	12
7.7- CONTINUITÉ DE SERVICE	12
8 RESPONSABILITÉ DU TITULAIRE	12
9 CONDITIONS D'ACCÈS AU FORT D'IVRY-SUR-SEINE	13
9.1- CADRE GÉNÉRAL	13
9.2- CONDITIONS D'ACCÈS AU FORT D'IVRY-SUR-SEINE- ZONE PROTÉGÉE, CONTRÔLES PRIMAIRES	13
9.3-ACCÈS À LA ZONE PROTÉGÉE – PLANIFICATION DES VENUES ET CONTRÔLES AU POSTE D'ACCUEIL ET DE FILTRAGE	13
9.4 -PROTECTION DU SECRET DE LA DÉFENSE NATIONALE	14
10 PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE ET CÉSSION DES DROITS	14
10.1 GÉNÉRALITÉS	15
10.2 DÉTAIL DES DROITS PATRIMONIAUX CÉDES	15

10.2.1 -Droit de reproduction	15
10.2.2 -Droit de représentation.....	15
10.2.3 Droit de modification et d'adaptation.....	16
10.3 TYPES D'EXPLOITATIONS PREVUES	16
10.4 LIEU ET DUREE DE LA CESSION.....	19
10.5 GARANTIES.....	19
10.6 EFFETS VIS A VIS DES TIERS.....	20
11 OPÉRATION DE VÉRIFICATION	20
11.1- VERIFICATION DES PRESTATIONS.....	20
11.2-DECISION DU POUVOIR ADJUDICATEUR	20
12 CLAUSE ENVIRONNEMENTALE ET GESTION DES DÉCHETS	20
13 MONTANT DES PRESTATIONS ET PRIX APPLIQUÉS	21
13.1 -MONTANT DES PRESTATIONS.....	21
13.2 -CONTENU DES PRIX	21
13.3 -PRIX INITIAUX.....	21
13.4 -FORMES ET TYPES DE PRIX	21
13.5 -REVISION DES PRIX	21
13.6 -CLAUSE DE SAUVEGARDE.....	22
14 MODALITÉS DE RÉGLEMENT.....	22
14.1 -DELAI GLOBAL DE PAIEMENT ET INTERETS MORATOIRES.....	22
14.2 -ETABLISSEMENT ET REMISE DES FACTURES	22
14.2.1 Mentions obligatoires sur les factures.....	22
14.2.2 Transmission des factures	23
14.3 -REGLEMENT	23
14.4 -AVANCE	23
14.5- CESSION OU NANTISSEMENT	23
15 PÉNALITÉS	23
16 MODIFICATION DE L'ACCORD-CADRE	25
16.1 -MODIFICATION DE L'ACCORD-CADRE RENDANT NECESSAIRE LA CONCLUSION D'UN AVENANT.....	25
16.2 -MODIFICATION DE L'ACCORD-CADRE NE DONNANT PAS LIEU A UN AVENANT.....	26
17 REALISATION DE PRESTATIONS SIMILAIRES	27
18 OBLIGATIONS ENVIRONNEMENTALES.....	27
19 RÉSILIATION DE L'ACCORD-CADRE	27
20 EXÉCUTION DES PRESTATIONS AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE	28
21 DOCUMENTS A PRODUIRE DANS LE CADRE DE L'EXÉCUTION DU MARCHÉ PUBLIC.....	28
21.1-ASSURANCES	28
21.2-DOCUMENTS ADMINISTRATIFS A PRODUIRE PENDANT L'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE.....	28
21.3-REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE.....	28
22 OBLIGATIONS DU TITULAIRE DANS LE CADRE DE L'EXÉCUTION DE L'ACCORD-CADRE.....	28
22.1-LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULE	29
22.2-LANGUE	29
22.3-CONFIDENTIALITE.....	29
22.4- PROTECTION DU SECRET	29
22-5- COMMUNICATION DE TOUT CHANGEMENT AFFECTANT AUX DONNEES DU TITULAIRE.....	29
22-6- RESPONSABILITES DU TITULAIRE VIS-A-VIS DES TIERS.....	30
23 DIFFÉRENDS ET LITIGES	30
23.1 -DISPOSITIONS GENERALES.....	30
23.2 COMITES CONSULTATIFS DE REGLEMENT AMIABLE DES LITIGES	30
23.3 PROCEDURE CONTENTIEUSE	30
24 DÉROGATIONS AU CCAG-FCS	31

1 OBJET

Le présent marché public a pour objet l'externalisation des moyens de location, d'installation, de mise en service, d'exploitation et de démontage des systèmes de production en direct, ainsi que la mise en image et la diffusion de diverses productions audiovisuelles portées par l'ECPAD.

2 TYPE D'ACCORD-CADRE ET PROCÉDURE

Il s'agit d'un **accord-cadre à marchés subséquents mono-attributaire**, passé selon la procédure d'appel d'offre, en application des articles L.2124-2, R. 2124-2 et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique.

L'accord-cadre est passé **sans montant minimum et avec un montant maximum** en application des articles L. 2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-12 du Code de la commande publique.

3 DOCUMENTS CONTRACTUELS

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, le présent marché public est constitué par les documents contractuels listés ci-après.

- **L'acte d'engagement** signé par le Pouvoir adjudicateur et le représentant habilité du titulaire, et ses deux annexes :
 - ✓ Annexe 1 : **Annexe Financière – Référentiel des Prix - Taux Plafonds (TP)** ;
 - ✓ Annexe 2 : **Le cadre de réponse technique (CRT)**.

dans leur dernière version résultant des modifications éventuelles opérées par avenant, et dont l'exemplaire original, conservé dans les archives de l'établissement, fait seul foi ;

- **Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP)**, dont l'exemplaire original, conservé dans les archives de l'établissement, fait seul foi ;
- **Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP)**, dont l'exemplaire original, conservé dans les archives de l'établissement, fait seul ;
- **Le cahier des clauses administratives générales** applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services (CCAG-FCS), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- **Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants**, postérieurs à la notification de l'accord-cadre ;
- Les diverses mises au point du marché ;
- Les actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

Par ailleurs, aucune condition spécifique ou générale figurant dans les documents envoyés par le Titulaire au titre de cette consultation ne pourra s'intégrer au présent marché public. Il en est ainsi, sans que cette liste soit exhaustive, des conditions figurant sur les factures, des conditions énoncées dans les documents commerciaux, etc.

Le Titulaire ne pourra se prévaloir, dans l'exercice de sa mission, d'une quelconque ignorance des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires, tous textes administratifs nationaux ou locaux applicables dans le cadre de l'exécution du présent marché public et, d'une manière générale, de tout texte ou de toute réglementation intéressant son activité pour autant que ces textes soient d'ordre public ou qu'ils suppléent au silence des autres pièces contractuelles.

4 INTERVENANTS AU CONTRAT

4.1- Parties au contrat

Le présent accord-cadre est conclu entre :

- **Le « Pouvoir adjudicateur »** : il s'agit de la personne publique qui conclut l'accord-cadre avec le titulaire. Pour le présent marché, il s'agit de l'Etablissement de Communication et de Production Audiovisuelle de la Défense (ECPAD).

L'autorité habilitée à engager l'établissement Monsieur Laurent VEYSSIÈRE, Directeur de l'ECPAD ;

Conformément à l'article R.3415 du Code de la défense portant statut de l'ECPAD, le Directeur de l'établissement exerce les fonctions de Pouvoir adjudicateur et d'Ordonnateur principal ;

ET

- **Le « Titulaire »** : il s'agit de l'opérateur économique qui conclut ce marché public avec le Pouvoir adjudicateur et dont les caractéristiques sont précisées à l'article C de l'acte d'engagement (AE). En cas de groupement des opérateurs économiques, le Titulaire désigne le groupement, représenté, le cas échéant, par son mandataire.

La **personne habilitée à donner les renseignements prévus aux articles R. 2191-46 et L. 2191-8** du Code de la commande publique est le Directeur de l'établissement de communication et de production audiovisuelle de la défense.

4.2- Sous-traitance

Le Titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de l'accord-cadre, conformément à la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée relative à la sous-traitance et aux dispositions de l'article 3.6.1 du CCAG-FCS, à condition d'avoir obtenu préalablement de la personne publique l'acceptation du sous-traitant et de ses conditions de paiement.

Le Titulaire est tenu, lors de la demande d'acceptation, de se conformer aux conditions fixées dans les articles L.2193-4 à L.2193-7, ainsi que les articles R.2193-1 à R.2193-8 du Code de la commande publique. Le Titulaire est notamment tenu d'établir que le nantissement dont le marché public a pu faire l'objet ne fait pas obstacle au paiement direct du sous-traitant, conformément à l'article R. 2193-3 dudit code.

Le sous-traitant ne peut intervenir qu'après signature par le Pouvoir adjudicateur de l'acte de sous-traitance. Le Titulaire garantit que les contrats passés avec ses éventuels sous-traitants tiennent compte des obligations nées du présent marché public.

La signature par le Titulaire (ou le mandataire en cas de groupement) du décompte, de la facture ou du mémoire émis par le sous-traitant, vaut acceptation par celui-ci de la somme à payer.

En cas de non-respect des règles relatives à la sous-traitance, l'Administration se réserve le droit de résilier le marché public pour faute du Titulaire en application de l'article 41 du CCAG-FCS, et de faire exécuter le reste de la prestation aux frais et risques du Titulaire, conformément aux dispositions du CCAG de référence.

4.3-Cotraitance

En cas de cotraitance, le mandataire du groupement devra assurer le travail de coordination et aura en charge le suivi et la réalisation des répartitions de paiement, de la planification et de la mise à jour du calendrier d'intervention du personnel cotraitant. Le mandataire assurera la liaison entre l'ECPAD et ses cotraitants.

Si le groupement est conjoint, le mandataire est solidaire pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de l'acheteur.

La composition du groupement ne peut être modifiée après la signature de l'accord-cadre.

Toutefois, si le groupement apporte la preuve qu'un de ses membres est mis en liquidation judiciaire ou qu'il se trouve dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait, il peut demander à l'Administration l'autorisation de continuer l'exécution sans cet opérateur défaillant, en proposant le cas échéant à l'acceptation de l'Administration un ou plusieurs nouveaux membres du groupement, sous-contractants ou entreprises liées.

L'Administration se prononce sur cette demande après examen de la capacité de l'ensemble des membres du groupement ainsi transformé au regard des conditions de participation qu'il a définies (article R.2142-26 du Code de la commande publique).

4.4 Suivi du marché public

4.4.1. Représentants du Pouvoir adjudicateur

Le Département des affaires juridiques et des achats de l'ECPAD est chargé du suivi de l'accord-cadre.

Le Pôle Production Audiovisuelle (PPA) est chargé du suivi technique de l'accord-cadre.

Les noms et coordonnées des représentants pour les parties juridique et technique seront communiqués au Titulaire après notification de l'accord-cadre. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le Pouvoir adjudicateur en cours d'exécution du marché public.

Par dérogation à l'article 3.3 du CCAG-FCS, les personnes physiques désignées par le Pouvoir adjudicateur pour la conduite du présent accord-cadre ne sont pas réputées disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de leur nom au titulaire, les décisions nécessaires engageant le Pouvoir adjudicateur. Tout acte et toute décision devant être pris pour permettre l'exécution des prestations, objet du présent accord-cadre, relèvent du Pouvoir adjudicateur ou de son représentant le cas échéant.

4.4.2. Représentants du Titulaire

La ou les personnes physiques habilitées à représenter le Titulaire auprès du Pouvoir adjudicateur pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre sont nommément désignées dans l'offre du titulaire.

En cas de changement d'un ou plusieurs des interlocuteurs, le Titulaire doit en informer l'établissement sans délai.

5 CARACTÉRISTIQUES PRINCIPALES DE L'ACCORD-CADRE

Les caractéristiques techniques des prestations attendues figurent dans le CCTP.

5.1- Allotissement – Variantes - Tranches optionnelles

- Le présent accord-cadre n'est pas alloti car les prestations ne permettent pas un allotissement ;
- Les variantes ne sont pas autorisées ;
- Il n'est pas prévu de tranches optionnelles.

5.2- Prestations supplémentaires éventuelles

L'ECPAD ne prévoit pas de prestations supplémentaires éventuelles (PSE).

5.3- Dérogation exceptionnelle au principe d'exclusivité du Titulaire

L'ECPAD se réserve le droit, pour des besoins spécifiques, ponctuels ou imprévus, de faire appel à d'autres prestataires pour la réalisation d'opérations exceptionnelles, notamment lorsque le montant cumulé de ces prestations reste inférieur à 10% du montant maximum du marché sur toute la durée du marché (reconductions comprises).

Cette disposition pourra être mise en œuvre pour :

- La réponse à des besoins urgents ou à des circonstances exceptionnelles ne permettant pas au titulaire d'intervenir dans les délais requis (événements de dernière minute, besoins de renforts techniques) ;
- Les exigences qualitatives formulées par l'ECPAD (en matière de savoir-faire, qualifications, etc.) dépassent celles garanties par l'accord-cadre ;
- Des prestations nécessitant des équipements ou compétences spécifiques non détenus par le Titulaire au moment de la survenance du besoin exprimé par l'établissement ;
- Lorsqu'une opération de tournage présente une complexité particulière exceptionnelle ;
- Lorsque le Titulaire n'est pas en mesure de répondre conformément aux conditions économiques et au Référentiel de Prix – Taux Plafonds renseignés dans l'annexe financière.

Le Titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnité, ni compensation à ce titre.

Cette disposition n'affecte pas ses obligations au titre des prestations prévues dans le présent marché.

5.4 - Montant de l'accord-cadre

Conformément à l'article R.2162-4, alinéa 2° du Code de la commande publique, le présent accord-cadre est conclu sans montant minimum et pour un montant maximum de 4 000 000,00 € HT pour toute la durée du marché.

5.5- Durée de l'accord-cadre

La durée d'exécution de l'accord-cadre est de **48 mois** (reconductions comprises).

Le marché est reconductible **3 fois** pour une période de **12 mois**.

La période initiale et les périodes de reconduction ont chacune une durée de 12 mois.

L'accord-cadre débute à compter de sa date de notification.

Le Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit de reconduire ou de ne pas reconduire l'accord-cadre. En cas de non-reconduction, le Pouvoir Adjudicateur en informe le Titulaire au plus tard deux mois avant la date anniversaire de l'accord-cadre. La non-reconduction de l'accord-cadre ne donne droit au profit du Titulaire à aucune indemnité de quelque sorte que ce soit.

Dans l'hypothèse où l'accord-cadre ne serait pas reconduit, les bons de commande émis continuent à s'exécuter jusqu'à leur terme.

5.6- Horaires d'ouverture de l'établissement

En cas de nécessité pour le Titulaire de se rendre sur le site de l'ECPAD, l'adresse de l'établissement est la suivante :

Etablissement de Communication et de Production Audiovisuelle de la Défense (ECPAD)

2 à 8, route du Fort - Fort d'IVRY
94205 - IVRY SUR SEINE Cedex

Les visites ne pourront s'effectuer que pendant les heures de travail des personnels de l'ECPAD, c'est-à-dire :

- ✓ Du lundi au jeudi de 08h30 à 12h00 et de 13h00 à 17h20,
- ✓ Le vendredi de 08h30 à 12h00 et de 13h00 à 16h10.

En cas de fermeture exceptionnelle de l'établissement, le Titulaire ne peut intervenir sur le site de l'ECPAD.

Lors de sa venue sur site, le Titulaire devra impérativement respecter les conditions prévues à l'article 9 du présent CCAP.

6 DISPOSITIONS SPÉCIFIQUES AUX MARCHÉS SUBSÉQUENTS

6.1- Objet des marchés subséquents

L'objet des marchés subséquents ne saurait être différent de celui de l'accord-cadre. Chaque marché subséquent précise l'étendue des missions que le Titulaire doit réaliser.

L'ECPAD peut passer plusieurs marchés subséquents en même temps.

6.2- Modalités d'attribution des marchés subséquents

Pendant la durée de validité de l'accord-cadre, les marchés subséquents sont attribués après que le Titulaire ait été invité à adresser son offre par écrit dans un délai précisé lors de cette demande.

Cette invitation intervient lors de la survenance du besoin par l'envoi d'une lettre de consultation valant demande de devis.

Le marché subséquent est ainsi émis lors de la survenance d'un besoin spécifique. Le Titulaire en est informé par courriel ou via la plateforme des achats de l'Etat (PLACE).

6.3- Variantes, prestations supplémentaires éventuelles et tranches

La lettre de consultation valant cahier des clauses particulières propre à chaque marché subséquent précise si le Titulaire peut présenter des variantes ou s'il doit répondre à des prestations supplémentaires éventuelles.

Le Titulaire s'engage à répondre à chaque consultation émise par l'ECPAD dans les délais contractuels.

La lettre de consultation propre à chaque marché subséquent précise si celui-ci comporte des tranches. Le cas échéant, la consistance des tranches est définie dans la lettre de consultation des marchés subséquents.

6.4- Obligation de réponse

Le Titulaire s'engage à adresser une offre adaptée lors de chaque remise en concurrence. Si le Titulaire n'est pas en mesure de répondre à la sollicitation pour des raisons techniques ou autres, il adresse un courriel à l'établissement avant la date limite de réponse. Il doit obligatoirement justifier par écrit de son impossibilité de répondre. En l'absence de justification, une pénalité lui sera appliquée.

6.5- Modalités de consultation

6.5.1 Fréquence et support des consultations

Le marché subséquent est émis lors de la survenance d'un besoin spécifique. Le Titulaire en est informé par courriel ou via la plateforme des achats de l'Etat (PLACE).

Les documents de la consultation qui sont transmis au moment de la consultation portant sur le marché subséquent peuvent être les suivants :

- Lettre de consultation valant Cahier des Clauses Particulières (CCP), pour la demande de proposition technique et financière, présentant :
 - La nature des prestations attendues/les missions ;
 - La date et les délais de réalisation des prestations ;
 - La nature du caractère urgent ou non urgent de la prestation ;
 - Le cas échéant, les conditions particulières d'exécution des prestations ;
- L'acte d'engagement et ses annexes éventuelles ;

6.5.2 Délai de remise de la proposition

Le Titulaire renseigne dans le cadre de réponse technique les délais dans lesquels il s'engage pour répondre aux marchés subséquents, dans les limites fixées ci-dessous :

- **Pour toute demande ne nécessitant pas une réponse urgente**, le délai contractuel de remise de la proposition par le titulaire est fixé à 48 (quarante-huit) heures maximum à compter de l'envoi par l'ECPAD. Ce délai pourra être augmenté au regard de la complexité, du volume ou de la nature des prestations à réaliser, et après accord de l'ECPAD.
- **En revanche, pour toute demande urgente**, le délai contractuel de remise de la proposition par le titulaire est celui proposé dans le cadre de réponse technique. Ce délai doit être inférieur à 6 (six) heures à compter de la réception par le titulaire de la demande faite par courriel.

6.5.3 Délai de validité de la proposition

Les indications seront inscrites au sein de la lettre de consultation du marché subséquent concerné. Cet engagement s'éteint par la notification du marché subséquent par l'ECPAD.

6.5.4 Analyse de la proposition technique et financière

Les propositions technique et financière faites par le titulaire devront se faire dans le respect de la Convention Collective Nationale de la Production Audiovisuelle en vigueur et notamment en termes de salaires minimaux bruts.

L'examen de l'offre est effectué aux fins de vérifier que la proposition transmise ne soit pas irrégulière, inacceptable voire inappropriée ou anormalement basse au sens des articles L. 2152-2 et L. 2152-3 du Code de la commande publique.

6.6- Durée/délais d'exécution des marchés subséquents

Sous réserve des dispositions de l'article 5.5, chaque marché subséquent détermine son propre délai ou sa durée d'exécution.

La conclusion des marchés subséquents auprès du Titulaire devront être antérieures à la date de la fin de l'accord-cadre ou du marché subséquent.

L'exécution des marchés subséquents ne pourra excéder quatre (4) mois au-delà de la date de fin des marchés subséquents du présent accord-cadre.

6.7- Montant des marchés subséquents

Les prix indiqués dans l'annexe financière de l'accord-cadre forment, pour le Titulaire, le référentiel de prix de ses offres pour les marchés subséquents. Le Titulaire est tenu de présenter, pour le marché subséquent, une offre de prix au moins aussi avantageuse que le référentiel de prix figurant dans son offre initiale.

Les prix unitaires pourront ainsi être éventuellement forfaitisés au niveau des marchés subséquents et plus avantageux que la somme des prix unitaires correspondants, le cas échéant.

Le Titulaire peut éventuellement motiver des différences de prix correspondant à des prestations spéciales à un marché subséquent. A défaut, il lui sera demandé de recalculer son offre sur la base du référentiel.

6.8- Annulation du marché subséquent

L'ECPAD se réserve la faculté d'annuler un marché subséquent à tout moment, jusqu'au début de la réalisation de la prestation.

L'annulation d'un marché subséquent n'ouvre pas droit à indemnité au bénéfice du titulaire, à l'exception des frais réellement exposés par lui pour la préparation de l'exécution de la commande. Le Titulaire est indemnisé de ces frais sur la base d'un état présenté par lui accompagné des pièces justificatives.

6.9- Modalités de décompte des délais

Les dispositions suivantes sont prises par dérogation à l'article 3.2 du CCAG-FCS.

- Lorsque le **délai est fixé en jours**, il s'entend en jours calendaires et il expire à minuit le dernier jour du délai. Lorsque le dernier jour d'un délai est un samedi ou un dimanche ou un jour férié, le délai est prolongé jusqu'à la fin du premier jour ouvré qui suit, à minuit.
- Lorsque le **délai est fixé en jours ouvrés**, il s'entend hors samedis, dimanches, jours fériés.
- Lorsque le délai est fixé **en heures ouvrées**, il s'entend du lundi au vendredi de 08h30 à 17h00.

Les horaires de travail sont propres à chaque prestation, lesquelles peuvent se dérouler de jour comme de nuit, du lundi au dimanche ainsi que les jours fériés.

7 OBLIGATIONS DU TITULAIRE

En cas de manquement aux obligations mentionnées ci-après, l'administration pourra résilier l'accord-cadre aux torts exclusifs du titulaire, et faire exécuter les prestations aux frais et risques du titulaire.

Les obligations s'appliquent au titulaire, ainsi qu'à ses éventuels cotraitants et sous-traitants. Le Titulaire doit donc veiller à ce que les cotraitants et sous-traitants soient informés des obligations liées au présent marché public.

7.1- Obligations de qualité

Dans le cadre de l'exécution des prestations objet du présent contrat, le Titulaire est informé qu'il est astreint à une obligation de résultats pour l'ensemble des prestations.

Le Titulaire détient la responsabilité de mettre en œuvre une organisation, des méthodes et des moyens permettant la meilleure exécution des prestations. Il devra garantir la qualité des prestations livrées ainsi que leur conformité aux exigences accord-cadre et des cahiers des charges qui en découlent.

A ce titre, le Titulaire doit veiller à ce que les prestations répondent en totalité, et de manière permanente aux prescriptions des documents de l'accord-cadre. Ainsi, il doit :

- a. Atteindre les résultats demandés de la façon la plus efficiente possible ;
- b. Assurer un niveau de qualité conforme aux niveaux de service ;
- c. Donner une visibilité satisfaisante sur les processus mis en œuvre.

L'Administration se réserve le droit, à tout moment, de vérifier les éléments de performance auxquels s'est engagé le Titulaire dans son offre.

Toute modification des spécifications techniques doit faire l'objet d'un acte modificatif signé du Pouvoir adjudicateur avant son application.

7.2- Obligations de conseil

Le Titulaire a une obligation permanente de conseil de la Personne Publique dans le cadre de l'exécution du présent accord-cadre. Il s'engage à informer sans délai l'Administration ou son représentant de tout événement ou de toute difficulté de nature à compromettre la qualité, le suivi ou la garantie des prestations objet du présent accord-cadre, tels qu'ils ont été définis dans les pièces contractuelles.

A ce titre, il est tenu d'informer l'Administration sur les évolutions techniques/technologiques ayant un impact sur les prestations en cours.

7.3- Obligations de résultat

Le Titulaire est tenu à une obligation de résultat pour l'ensemble des prestations prévues au titre du présent accord-cadre.

A ce titre, il doit veiller à ce que les prestations répondent en totalité, et de manière permanente aux prescriptions des documents du marché public, ainsi que des cahiers des charges transmis en cours d'exécution de l'accord-cadre.

L'administration se réserve le droit, à tout moment, de vérifier les éléments de performance auxquels s'est engagé le Titulaire dans son offre.

Dans l'hypothèse où les résultats obtenus sont inférieurs à ceux annoncés dans son offre et/ou sa proposition technique et financière remise lors de la demande de l'ECPAD, le Titulaire s'engage sans délai à mettre en œuvre toutes les actions nécessaires pour rétablir le niveau de qualité attendu.

En cas de sous-traitance, le Titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant du présent accord-cadre.

7.4- Obligation de confidentialité et de discrétion

Le Titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il aura eu accès lors de l'exécution du marché, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel.

Le Titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel et ses partenaires. Le Titulaire s'engage à faire respecter l'ensemble de ces obligations par son personnel, les autres opérateurs économiques et leurs personnels intervenant de son fait au titre de l'accord-cadre.

Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de la Personne Publique, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le Titulaire, hors du marché ou à l'issue de son exécution.

Il s'interdit notamment toute communication écrite ou verbale sur ces sujets et toute remise de documents à des tiers sans l'accord préalable de l'administration.

Le Titulaire se porte garant auprès de l'administration du fait que ses personnels sont astreints aux présentes obligations de confidentialité.

Dans l'hypothèse où ceux-ci ne respecteraient pas cette obligation, l'administration ne considérera comme seul responsable que le titulaire.

7.5 -Matériel employé lors de la prestation

Pour chaque prestation, le **Titulaire a le devoir d'anticiper les éventuels dysfonctionnements**. A ce titre, il doit notamment prévoir le matériel nécessaire en vue d'un remplacement inopiné afin de pallier toute panne du dispositif (article 4.4 du CCTP – Matériels de secours).

7.6 -Personnel intervenant pour le compte du titulaire

Le Titulaire devra faire assurer les prestations par du personnel spécialisé et compétent.

Afin d'assurer la bonne exécution du marché et une communication efficace avec les services de l'administration, le personnel affecté à l'exécution du marché devra être en mesure de s'exprimer couramment en français, ainsi que de lire et rédiger des documents en français.

En outre, au plus tard 48 heures avant le début de la prestation, une liste des personnels, ainsi que la copie de leur pièce d'identité en cours de validité doit être transmise à l'ECPAD.

Concernant les prestations sensibles pour la Présidence de la République et le ministère des Armées, ce délai est d'au plus tard 72 heures avant le début de la prestation.

Le Titulaire est responsable de son personnel, en toutes circonstances, et pour quelque cause que ce soit. Le personnel reste sous l'autorité hiérarchique du Titulaire et ce dernier s'assurera de la bonne exécution des prestations par son personnel.

Le Titulaire est responsable des accidents et vols du fait de son personnel.

De même, la réparation des dégâts de toute nature, produits à l'occasion de son intervention sur site sera à sa charge. Dans tous les cas, la remise en état doit se faire de façon à ne pas retarder l'avancement des prestations, quelle que soit l'action exercée par ailleurs auprès des compagnies d'assurances.

L'ECPAD peut exiger à tout moment le remplacement de toute personne participant à l'exécution du présent accord-cadre, en particulier si cette dernière présente un comportement de nature à nuire à sa bonne exécution ou aux relations avec les autres personnes présentes sur le site.

7.7- Continuité de service

Le Titulaire s'engage à disposer de tous les moyens nécessaires humains, matériels, pour assurer les engagements du présent accord-cadre, en tout temps et en toutes circonstances, à l'exclusion des cas de force majeure (émeute, grève générale, guerre, guerre civile, sabotage, etc.).

Dès lors, il appartient au Titulaire de prendre toutes les mesures nécessaires afin d'en assurer l'exécution de bout en bout, tout en garantissant les obligations de qualité et de résultats mentionnées supra.

Une interruption de service menant à l'échec de la mission ne peut être envisagée dans le cadre de ce marché public.

8 RESPONSABILITÉ DU TITULAIRE

Le Titulaire est responsable du non-respect de ses obligations stipulées dans l'accord-cadre et des dommages de toute nature, causés au personnel de la Personne Publique, aux biens et aux tiers du fait de son personnel salarié en activité de travail, de ses matériels et de ses prestations.

Sauf pour les hypothèses relevant de la force majeure ou pour des manquements dont l'origine serait imputable à une défaillance de la Personne Publique ou de l'un de ses préposés ou d'un tiers dans l'exécution de l'accord-cadre, le Titulaire est responsable de tout manquement à ses obligations contractuelles au titre du présent accord-cadre et doit réparation pour les dommages causés à la Personne Publique.

Cette responsabilité peut être engagée de façon cumulative avec l'application de pénalités, dès lors que le préjudice en cause n'est pas réparé par les pénalités.

9 CONDITIONS D'ACCÈS AU FORT D'IVRY-SUR-SEINE

9.1- Cadre général

Le site du Fort d'Ivry-sur-Seine est une zone protégée (arrêté n°20538/ARM/ECPAD du 1^{er} juin 2021). Le régime de protection des zones protégées est régi par les dispositions des articles 413-7, 413-8 et des articles R. 413-1 à R. 413-5 du Code pénal.

Les dispositions suivantes sont celles en vigueur au moment de la passation du marché. Elles peuvent être amenées à évoluer. Dans ce cas, les modifications sont transmises au Titulaire.

Le (ou les) personnel(s) intervenant pour le compte d'un Titulaire devra impérativement obtenir l'autorisation d'accès au fort pour l'exécution du présent marché public.

En cas de manquement aux obligations mentionnées au présent article, l'Administration pourra résilier le marché concerné aux torts exclusifs du Titulaire, et faire exécuter les prestations aux frais et risques de ce dernier.

Les obligations s'appliquent au Titulaire, ainsi qu'aux éventuels cotraitants et sous-traitants. Chaque Titulaire doit donc veiller à ce que les cotraitants et sous-traitants soient informés des obligations liées au présent marché public.

9.2- Conditions d'accès au Fort d'Ivry-sur-Seine- Zone protégée, contrôles primaires

Le Titulaire devra faire compléter par tous les agents, appelés sous sa responsabilité à un titre quelconque à intervenir pour son compte pour exécuter les prestations, **le formulaire de contrôle primaire qui lui sera fourni par l'ECPAD dès la notification du marché.**

Le Titulaire s'engagera à remettre à l'ECPAD le ou les formulaires complétés, au format électronique, **vingt-et-un (21) jours** avant la date d'accès au site escomptée.

En cas d'incohérence dans les informations transmises sur les formulaires, le délai d'obtention de l'autorisation d'accès sera rallongé et le Titulaire s'engagera à fournir les documents complémentaires demandés, tels que les pièces d'identité, les titres de séjour ou les actes de naissance.

Le Titulaire s'engagera à ce que seules les personnes ayant préalablement soumis le formulaire précité et fait l'objet d'une autorisation d'accès au site émise par l'officier de sécurité de l'ECPAD accèdent au lieu d'exécution des prestations.

L'ECPAD se réserve la possibilité, de plein droit et sans justification, de refuser l'accès au site à un ou des agents.

Les autorisations et les refus d'accès à la zone protégée ont une durée de validité de deux ans.

Aucune dérogation aux prescriptions ci-dessus ne pourra être acceptée ou exigée de l'ECPAD, y compris en vue de pourvoir au remplacement inopiné, fortuit ou même urgent d'un agent sous la responsabilité du Titulaire. Idéalement, une équipe de réserve est identifiée au préalable et soumise aux formalités de façon préventive.

Le non-respect ou l'inobservation par le Titulaire de ces mesures de sécurité, même dans les cas où elles résultent d'une imprudence ou d'une négligence, peut entraîner le prononcé d'une sanction contractuelle, sans préjudice des sanctions pénales.

9.3-Accès à la zone protégée – planification des venues et contrôles au poste d'accueil et de filtrage

L'autorisation d'accès valable **deux ans** ne vaut pas un droit d'entrée permanent au site. Une planification des venues est préalablement obligatoire.

La planification des venues doit être établie au préalable avec le service de l'ECPAD en charge du suivi de la prestation, et ce, en respectant, sauf en cas d'urgence avérée, un délai de prévenance minimal de **48 heures ouvrées**.

Les agents disposant d'une autorisation d'accès doivent, à chaque entrée, présenter au poste d'accueil et de filtrage (PAF) une pièce d'identité nationale (passeport ou carte d'identité uniquement), ou un titre de séjour stipulant leur droit à travailler sur le territoire national, en cours de validité. Les pièces d'identités étrangères, les photocopies ou les copies numériques ne sont pas acceptées.

Les agents disposant d'une autorisation d'accès doivent, à chaque entrée et à chaque sortie, se soumettre aux contrôles visuels des sacs et véhicules.

Les agents disposant d'une autorisation d'accès ne disposent pas tacitement d'une autorisation d'accès en véhicule. La règle générale applicable aux véhicules est le stationnement sur le parking visiteur extérieur à la zone protégée. La demande d'autorisation d'accès d'un véhicule doit intervenir au plus tard 48h ouvrées avant la date de venue escomptée, être expressément justifiée par un besoin matériel et stipuler la marque et l'immatriculation du véhicule.

Le non-respect ou l'inobservation par tous les agents, appelés sous la responsabilité à un titre quelconque à intervenir pour le compte du Titulaire pour exécuter les prestations, de ces mesures de sécurité, même dans les cas où elles résultent d'une imprudence ou d'une négligence, peut entraîner le prononcé d'une sanction contractuelle, sans préjudice des sanctions pénales.

9.4 -Protection du secret de la Défense nationale

Dans le cadre des dispositions législatives et réglementaires en matière de protection du secret de la défense nationale, les Titulaires s'engagent à prendre toutes les mesures utiles pour assurer lors de l'exécution du contrat la protection absolue des informations ou supports classifiés qui peuvent être détenus dans le service, au profit duquel le contrat est exécuté ou dans tout lieu dans lequel ce contrat est exécuté.

Chaque Titulaire reconnaît :

- ✓ Avoir pris connaissance des articles 413-9 à 413-12 du Code pénal ;
- ✓ Qu'il n'a pas à connaître ou détenir les informations couvertes par le secret de la défense nationale.

Chaque Titulaire reconnaît avoir fait signer par tous les personnels, appelés sous sa responsabilité à un titre quelconque à intervenir pour son compte pour exécuter les prestations, une déclaration individuelle par laquelle lesdits personnels attestent :

- ✓ Avoir pris connaissance des articles 413-9 à 413-12 du Code pénal ;
- ✓ Qu'il n'a pas, sous peine de poursuite pénale, à connaître ou détenir des informations couvertes par le secret de la défense nationale.

Les Titulaires s'engagent à ce que seules les personnes ayant préalablement souscrit la déclaration précitée accèdent au lieu d'exécution des prestations.

Les Titulaires s'engagent à remettre à l'autorité contractante la ou les déclarations individuelles ci-dessus avant tout accès du personnel concerné au lieu d'exécution des prestations.

Aucune dérogation aux prescriptions ci-dessus ne pourra être acceptée de l'autorité contractante ou exigée d'elle, y compris en vue de pourvoir au remplacement inopiné, fortuit ou même urgent d'un personnel du Titulaire.

Le non-respect ou l'inobservation par les Titulaires de ces mesures de sécurité, même dans les cas où elles résultent d'une imprudence ou d'une négligence, peut entraîner le prononcé d'une sanction contractuelle, sans préjudice des sanctions pénales.

10 PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE ET CESSION DES DROITS

Le Titulaire s'engage à céder ses droits concernant l'œuvre ou les œuvres objet de l'accord-cadre dans les conditions définies ci-après.

10.1 Généralités

Le Pouvoir adjudicateur est propriétaire de tous les documents, maquettes, esquisses, projets, illustrations, et tout autre support des prestations fournies par le Titulaire pour l'exécution de l'accord-cadre. Il cède à titre exclusif tous les droits de propriété intellectuelle, artistique ou industrielle sur les résultats, sans limitation de temps.

Sont notamment cédés tous les droits de représentation, de reproduction, d'adaptation attachés aux résultats quelle qu'en soit la nature, par tout moyen, pour tout média et tout support.

Le Pouvoir adjudicateur pourra céder ou licencier les droits de propriété intellectuelle acquis sur les résultats de l'accord-cadre pour toute utilisation, par tout moyen, pour tout média et tout support.

Le Pouvoir adjudicateur peut librement utiliser les résultats, même partiels, des prestations.

La rémunération de la cession des droits ci-dessus est comprise dans les prix afférents à l'accord-cadre.

En contrepartie du paiement du prix sur la base des prix figurant dans l'acte d'engagement, le Titulaire cède expressément à titre exclusif les droits d'exploitation portant sur les prestations réalisées dans le cadre du marché public. Les droits d'exploitation comprennent le droit de représentation, le droit de reproduction, le droit d'adaptation, de modification, d'arrangement, ainsi que la traduction des œuvres résultant des prestations.

Les créations techniques et artistiques conçues et réalisées dans le cadre du présent accord-cadre sont notamment les films, les fichiers numériques, et les photographies réalisées en exécution du marché subséquent.

10.2 Détail des droits patrimoniaux cédés

10.2.1 Droit de reproduction

Le droit de reproduction s'entend comme le droit de fixer ou de faire fixer matériellement l'œuvre par tous procédés qui permettent de l'archiver ou de la communiquer au public, et notamment :

- **le droit de reproduire ou d'enregistrer** par copie, gravure, imprimerie, dessin, photographie, enregistrement mécanique, électrique, magnétique, numérique, cinématographique ou vidéographique sur tous supports tels que supports papier, carton, plastique, pellicules photographiques, films, diapositives, en couleur ou en noir et blanc, vidéodisques, CD-Rom, CDI, CD-Photo, DVD, bandes magnétiques, disques magnétiques et/ou optiques, microcartes, microfiches ou microfilms par voie analogique ou numérique et selon tous procédés connus ou inconnus à ce jour.

- **le droit d'établir ou de faire établir en tel nombre qu'il plaira à l'établissement public** ou à ses ayants droit, autant d'exemplaires, doubles ou copies, en tous formats et par tous procédés précédemment mentionnés.

10.2.2 Droit de représentation

Ce droit s'entend comme le droit de communiquer l'œuvre au public par quelque procédé que ce soit, connu ou inconnu à ce jour, et notamment :

- **le droit d'éditer ou de faire éditer** les œuvres en vue de leur diffusion dans le monde entier sous toute forme.

- **le droit de communiquer au public les œuvres ou leurs adaptations**, en tous pays, par voie d'expositions et toutes formes de spectacle vivant.

- **le droit de présenter ou de faire présenter publiquement les œuvres ou leurs adaptations** dans le monde entier par voie de télédiffusion par onde, câble ou satellite, ainsi que par tous les procédés informatiques (notamment sur les sites internet édités ou coédités par l'ECPAD ou sur le site de ses partenaires), et au moyen de tous supports connus ou inconnus à ce jour et notamment les vidéocassettes, vidéodisques, CD-Roms, CDI, DVD, films, produits vidéogrammes, notamment les produits multimédias, à destination de tous les publics payants ou non.

- **le droit de présenter ou faire présenter les œuvres publiquement par projections** en tous lieux accessibles à tous publics, payants ou non.
- **le droit de communiquer au public l'ensemble des reproductions, représentations et adaptations** visées au présent article par tous moyens notamment vente, location, prêt, dépôt, ou autre procédé de communication au public existant ou à venir.

10.2.3 Droit de modification et d'adaptation

Le droit d'adaptation et le droit de modification s'entendent, conformément à l'article L.122-4 du CPI, comme la possibilité de modifier ou d'adapter les œuvres en fonction des différents supports cités précédemment, en fonction de l'intégration de celles-ci à d'autres œuvres ou en fonction d'impératifs liés à l'établissement public et notamment :

- **le droit de reproduire tout ou partie des œuvres** dans une œuvre multimédia, en procédant le cas échéant aux modifications nécessaires.
- **le droit d'adapter les œuvres sous forme d'éléments d'une œuvre collective ou d'une œuvre composite** et notamment sous forme d'éléments d'une œuvre multimédia ou d'un site internet.

10.3 Types d'exploitations prévues

Les droits patrimoniaux cédés pourront faire l'objet d'une exploitation directe ou indirecte, à titre commercial ou non commercial.

L'ECPAD et ses partenaires pourront faire autant d'exploitations successives des œuvres qu'il conviendra. Les exploitations commerciales et non-commerciales prévues sont notamment :

- **Communications publiques** de l'œuvre **dans le circuit de diffusion du ministère des Armées**, dans les circuits fermés notamment dans les lieux tels que les avions, autocars, hôtels, hôpitaux, maisons de convalescence, prisons, navires battant pavillon, usines, chantiers, installations militaires, missions et groupes de ressortissants des nationalités sur le territoire du monde entier frontières, etc., et dans les circuits ECPADionnels notamment dans les lieux tels que centres culturels, circuits associatifs etc., ainsi que toute autre utilisation commerciale et/ou non commerciale. Ce droit comprenant pour l'ECPAD la faculté de céder l'œuvre au ministère des affaires étrangères en vue notamment d'une exploitation dans le circuit des ambassades françaises à l'étranger et dans le cadre de manifestations culturelles diverses.
- **Transmissions sur des réseaux internes** à des entreprises ou des groupes d'entreprises, des bibliothèques, des musées, des établissements d'enseignement de tous les degrés, ainsi que de toute personne de droit privé ou public et plus généralement de toute exploitation dans le secteur non commercial.
- **Diffusions télévisuelles linéaires, non-linéaires ou interactives**, notamment par tous services de diffusion, numérique et/ou analogique, par voie hertzienne terrestre y compris TNT, par satellite, par ondes, par câble ou par les moyens de transmission en ligne ou réseaux, par tout réseau de communication électronique et/ou de communication audiovisuelle, y compris par téléphonie fixe ou mobile, en clair ou en crypté, sur tous supports et en tous formats, à titre gratuit ou contre le paiement d'un abonnement forfaitaire ou d'un prix individualisé, (télévision de rattrapage dite « *catch up TV* », vidéo à la demande et assimilés (tels que *Pay per View*, Quasi-VàD, VàD Gratuite, VàD Transactionnelle, VàD par Abonnement, etc.).
- **Retransmissions de la télédiffusion** dans un lieu public, soit notamment diffusions linéaires ou interactives, en ligne ou non, sur tous supports ou réseaux de type interactif, les réseaux télématiques, téléphoniques, informatiques et Internet, publics ou privés.
- **Exploitations par vidéogrammes linéaires ou interactifs**, en ligne ou non, et notamment sous forme de vidéocassettes, vidéodisques, cédéroms, DVD, DVD-Rom, DVD-R, DVD-RW, disques Blu-ray, et autres procédés d'enregistrement et de lecture mécaniques, chimiques, analogiques, magnétiques, numériques, électroniques, optiques, opto-numériques, connus ou non connus ni prévisibles à ce jour, par la vente, la location, ou le prêt à usage public ou privé.

- **Exploitations cinématographiques** dans les lieux dont l'accès est payant ou non, dans le secteur commercial ou non.
- **Éditions d'ouvrages littéraires et graphiques**, sur support papier imprimé et numérique, le cas échéant par un réseau de communications télématiques, téléphoniques, informatiques et Internet, publics ou privés, par téléchargement précaire ou définitif, ou diffusion en flux (*streaming*), ou par support amovible, reproduisant tout ou partie l'œuvre, constitués d'une partie rédactionnelle et/ou graphique (illustrations, dessins, photographies, et autres types d'images fixes), quel qu'en soit le format (standard, poche, beau livre, livre paraissant en fascicule, etc.) et le genre mais aussi le type (littérature ou ouvrage de référence), à titre précaire (location, prêt, etc.) ou définitif (vente, don, etc.), à toutes fins commerciales ou non commerciales.
- **Éditions sur supports papier et/ou numériques** en vue de réaliser des affiches, dépliants, brochures, prospectus, bulletins, étiquettes, autocollants, conditionnements (*packaging*) notamment mais non limitativement de vidéogrammes, cartes de crédits, cartes de fidélités, chéquiers, calendriers, carterie (carton d'invitation, cartes postales, cartes de vœux, etc.), timbres, puzzles, en tout format, à toutes fins commerciales ou non commerciales.
- **Presse**, comprise comme les toutes publications, sur support papier imprimé et numérique, quel qu'en soit le contenu et le genre (incluant notamment mais non limitativement les journaux, revues, magazines, services de presse en ligne, prières d'insérer et dossiers de presse), spécialisées ou non, quel que soit leur périodicité (quotidienne, hebdomadaire, bimensuelle, mensuelle, trimestrielle, non périodique, etc.), à toutes fins commerciales ou non commerciales.
- **Communications publiques dans le cadre d'une exposition**, dont l'entrée est payante ou non, intégralement et/ou par fragments, en noir et blanc ou en couleurs, en utilisant tous rapports de cadrage, sous toutes formes, en toutes langues, en tous formats connus ou inconnus à ce jour, à partir de tous supports, selon tous moyens et procédés dont ceux listés ci-avant tels que projections publiques, audio ou vidéo guides, à destination de tout public, dans tous lieux accueillant du public.
- **Exploitations dans tout marché, festival ou manifestation de promotion**, et d'une manière générale, dans tout lieu accueillant du public dont l'entrée ou l'accès est payant ou non, à toutes fins commerciales ou non commerciales.
- **Exploitations à des fins de publicité, d'information, de communication et de promotion** de l'œuvre en tout ou partie (extraits, fragments et/ou éléments visuels, en noir et blanc ou en couleurs, en utilisant tous rapports de cadrages, sous toutes formes, en toutes langues, en tous formats connus ou inconnus à ce jour, sur tous supports connus ou inconnus à ce jour, notamment sous forme d'objets de tout type, de documents imprimés et numériques tels que plaquettes, brochures, flyers, cartons d'invitation, programmes, magazines, documents d'aide à la visite, affiches de toute dimension, espaces publicitaires audiovisuels interactifs ou non, bornes interactives ou non, sites Internet dont réseaux sociaux, parutions et insertions dans la presse, incorporant dans leur substance, leur forme, leur décoration, conditionnement ou présentation, et par tout moyen de communication audiovisuelle, à toutes fins commerciales ou non commerciales.
- **Exploitations de la bande sonore de l'œuvre**, en tout ou partie, par exécution publique ou sur tous supports d'enregistrements mécaniques, magnétiques ou numériques notamment phonogrammes, cassettes audio, disques compacts et/ou disques vidéo digitaux, à toutes fins commerciales ou non commerciales.
- **Exploitations sous forme de créations multimédia**, soit notamment cross média et transmédia, d'expérience de réalité virtuelle (VR), et procédé de réalité augmentée, exploitables en ligne ou non, incorporant [l'Œuvre **OU** les Œuvres] en entier ou par extrait ou reprenant tout ou partie des fragments et/ou éléments visuels, littéraires et/ou sonores de l'œuvre en y adjoignant, le cas échéant, toutes contributions nouvelles pour les besoins de cette production, notamment sous forme de jeux vidéo ou en ligne, à toutes fins commerciales ou non commerciales.
- **Intégrations dans une ou plusieurs bases de données audiovisuelles ou catalogues d'images** de l'œuvre, en intégralité ou par extraits ou fragments (éléments visuels, littéraires et/ou sonores) dont l'accès est payant ou gratuit, à toutes fins commerciales ou non commerciales.

- **Diffusions sur des réseaux sociaux** dans le cadre d'une exploitation liée à un besoin de communication (exemples: Facebook, Twitter, Copains d'avant, Linkedin, Viadeo, etc.), à toutes fins commerciales ou non commerciales.
- **Diffusions sur des plateformes en ligne** ayant pour principal objet le partage de contenu en ligne (exemples: Youtube, Dailymotion, Instagram...), à toutes fins commerciales ou non commerciales.
- **Intégrations dans une application informatique** hors application vidéoludique et hors application multimédia, à toutes fins commerciales ou non commerciales.
- **Exploitations sous forme d'application vidéoludique (jeu-vidéo), hors application multimédia et application informatique**, à toutes fins commerciales ou non commerciales.
- **« Making Off »**, c'est à dire le droit d'utiliser tout extrait, fragment ou élément visuel, littéraire et/ou sonore de l'œuvre pour réaliser et exploiter un récit de la fabrication [de l'Œuvre **OU** des Œuvres], à toutes fins commerciales ou non commerciales.
- **« Remake »**, c'est à dire le droit d'adapter, reproduire, représenter et mettre en exploitation à partir de tout ou partie de l'Œuvre faisant l'objet des présentes, une ou des œuvres nouvelles reprenant les mêmes thèmes, personnages, situations, dialogues, etc., à toutes fins commerciales ou non commerciales, étant précisé que l'ECPAD aura seul qualité pour décider du choix du (des) réalisateur(s), des auteurs du scénario, du compositeur de la musique, et plus généralement de tous les collaborateurs artistiques et techniques du/des remake(s).
- **« Sequel »** (suite) et/ou **« prequel »** (prélude), c'est à dire le droit de réaliser, reproduire et représenter à partir de tout ou partie de l'Œuvre faisant l'objet des présentes, une ou des œuvres nouvelles qui en seraient manifestement la suite ou le précédent et reprendraient par conséquent certains éléments spécifiques de l'Œuvre (titre, thème, scénario, personnages, décors, etc.), à toutes fins commerciales ou non commerciales, étant précisé que l'ECPAD aura seul qualité pour décider du choix du (des) réalisateur(s), des auteurs du scénario, du compositeur de la musique, et plus généralement de tous les collaborateurs artistiques et techniques du/des suite(s).
- **« Spin-off »**, c'est à dire le droit de produire et d'exploiter postérieurement à l'Œuvre, une ou plusieurs nouvelles œuvres audiovisuelles dont l'action ne comporterait pas nécessairement de lien direct avec celle composant l'Œuvre mais qui en reprendraient un ou plusieurs personnages, principaux ou secondaires, pour les placer dans une histoire et des situations entièrement originales, à toutes fins commerciales ou non commerciales, étant précisé que l'ECPAD aura seul qualité pour décider du choix du (des) réalisateur(s), des auteurs du scénario, du compositeur de la musique, et plus généralement de tous les collaborateurs artistiques et techniques du/des spin-off.
- **Exploitations transformatives**, c'est-à-dire le droit de réaliser ou faire réaliser, reproduire et représenter, toutes œuvres de l'esprit originales composites au sens des articles L.113-2 et L.113-4 du Code de la propriété intellectuelle, collectives ou non, adaptées ou dérivées, incorporant, en intégralité ou par extraits de l'œuvre de toute nature, de toute durée, de tout format, de toute forme, sur tous supports, par tous procédés et tous moyens existants ou à venir, à finalité commerciale ou non, étant précisé que l'œuvre incorporée[s] dans les œuvres composites résultant d'exploitations dérivées de l'Œuvre pourront être reproduites et représentées pour la durée prévue à l'article 6 et dans les territoires prévus à l'article 7 et pourront faire l'objet de l'ensemble des exploitations notamment prévues au présent article en vertu des droits cédés à l'article 2.
- **« Marchandisage »**, c'est à dire le droit de la fabrication, la vente, la location, l'édition, la commercialisation sous toutes ses formes, de produits ou objets, notamment des jeux, jouets, objets, impressions et œuvres des arts plastiques ou des arts appliqués, incorporant dans leur substance, leur forme, leur décoration, conditionnement ou présentation, ou comme éléments publicitaires ou promotionnels tout extrait, fragment et/ou élément visuel, littéraire et/ou sonore de l'Œuvre et plus généralement pour toute application communément désignée sous le nom de « marchandisage » et « licence ».

- **« Marques »**, c'est à dire le droit d'effectuer le dépôt et l'exploitation en tant que marques du commerce et/ou noms de domaine, de tous extraits, fragments et/ou éléments visuels, littéraires et/ou sonores de l'œuvre, seuls ou combinés.
- **Éditions graphiques** en toutes langues et tout format de fragments ou éléments visuels, littéraires, y compris par transcription de sons, de l'Œuvre, notamment sous forme d'ouvrages de librairie.
- **Représentations théâtrales**, privée ou publique, payante ou non, en toutes versions et toutes langues.

Est également cédé le droit d'exploitation des œuvres par l'ECPAD en vue de la constitution et de l'exploitation d'un patrimoine d'archives par cet établissement ou tout ayant droit de l'établissement.

10.4 Lieu et durée de la cession

La cession prend effet à compter de la notification du présent accord-cadre. La cession est consentie pour le monde entier et pour toute la durée de la protection actuellement accordée ou qui sera accordée aux droits de propriété intellectuelle, y compris les prolongations, dans l'avenir par les lois et règlements français ainsi que par les conventions internationales.

10.5 Garanties

Le Titulaire garantit à l'ECPAD et à ses partenaires être seul titulaire des droits de propriété intellectuelle cédés au titre du présent accord-cadre et garantit en conséquence à l'ECPAD et à ses partenaires le libre exercice et une jouissance paisible des droits en question.

Le Titulaire fait son affaire d'obtenir des auteurs, inventeurs, graphistes, photographes, réalisateurs et plus généralement concepteurs, qu'ils soient ou non ses salariés, ses fournisseurs ou ses sous-traitants, la cession des droits de propriété intellectuelle précités. En tout état de cause, le Titulaire prémunit l'ECPAD et ses partenaires contre toute revendication des tiers quant aux droits de propriété intellectuelle et lui en garantit l'exercice paisible.

Si une action en justice fondée sur une revendication de droit de propriété intellectuelle est intentée à l'encontre de l'ECPAD ou de ses partenaires, le Titulaire paiera les frais et les dépenses et versera les dommages-intérêts qui peuvent être mis définitivement à la charge de l'ECPAD ou de ses partenaires au cours d'une telle action.

Le Titulaire est tenu de prendre toutes les mesures en son pouvoir pour que l'ECPAD et ses partenaires ne soient pas troublés dans l'usage des prestations réalisées dans le cadre du présent accord-cadre.

Le Titulaire garantit ne pas avoir concédé quelque droit que ce soit, à quiconque, à propos des créations et s'interdit, en outre, d'exploiter ou de faire exploiter, directement ou indirectement, par un ou plusieurs tiers, avec ou sans modification de quelque nature que ce soit, un ou plusieurs ou tous les éléments des créations.

Au cas où des contrefaçons étaient constatées, il s'engage à apporter à l'ECPAD son aide et son assistance dans le cadre notamment de toute action judiciaire et à relever et garantir les bénéficiaires de la cession en cas d'éviction et de condamnation.

Au titre du présent accord-cadre, le Titulaire cède la propriété matérielle de l'ensemble des créations.

Le Titulaire s'engage à communiquer à l'établissement public toute demande d'exploitation qui lui serait faite par un tiers.

Le Titulaire ne pourra communiquer les résultats des créations à des tiers, à titre gratuit ou onéreux, qu'avec l'autorisation préalable écrite de l'ECPAD.

10.6 Effets vis à vis des tiers

La présente session engage les héritiers et tous les ayants droit du Titulaire qui devront, dans la mesure du possible, se faire représenter vis à vis de l'ECPAD par un mandataire commun.

L'établissement public est habilité à accorder à des tiers, tant en France qu'à l'étranger et, le cas échéant, par voie de cession, toutes les autorisations d'exploiter, à titre commercial ou non, les droits qui lui sont cédés.

Dans le cas de sous-traitants, le Titulaire s'engage sur l'acceptation des clauses de cession de droits par les sous-traitants conformément aux dispositions ci-dessus.

11 OPÉRATION DE VÉRIFICATION

11.1- Vérification des prestations

Par dérogation aux articles 27 et 28 du CCAG-FCS, les opérations de vérification se dérouleront tout au long du déroulement des prestations.

Ces opérations de vérification porteront, entre autres, sur la liste des matériels ainsi que le personnel mis à disposition.

En cas de problème dans l'exécution des prestations, le département des affaires juridiques et des achats de l'ECPAD sera saisi et mettra en œuvre les actions nécessaires afin de remédier aux difficultés rencontrées.

11.2-Décision du Pouvoir adjudicateur

Par dérogation à l'article 29 du CCAG-FCS, le Pouvoir adjudicateur peut prendre les décisions suivantes :

Décision d'admission : dans un délai de **cinq (5) jours** à dater de la réalisation de la prestation, et dans le silence de l'administration, la prestation est réputée admise sans réserve et pourra être facturée.

Décision de réfaction : Lorsque le Pouvoir adjudicateur estime que des prestations, sans être entièrement conformes aux stipulations du présent accord-cadre, peuvent néanmoins être admises en l'état, il peut les admettre avec réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées. Cette décision doit être motivée. Elle ne peut être notifiée au Titulaire qu'après qu'il a été mis à même de présenter ses observations.

12 CLAUSE ENVIRONNEMENTALE ET GESTION DES DÉCHETS

Le Titulaire se conforme à l'ensemble de la réglementation actuelle et à venir en matière d'environnement et de développement durable.

Les prescriptions de l'article 7 du CCAG-FCS s'appliquent au présent accord-cadre.

Le Titulaire s'engage, par ailleurs, à respecter les propositions qu'il a faites dans le cadre de réponse technique transmis lors de la remise de son offre.

Par ailleurs, en application des prescriptions des directives, concernant la prise en compte du développement durable dans les achats du ministère des Armées, le Titulaire s'engage à limiter la consommation des ressources non renouvelables, à réduire la consommation électrique ainsi que les déchets et à traiter de façon optimale les produits en fin de vie.

Le cas échéant, et conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur, le Titulaire sera tenu de récupérer les matériels en fin de vie ou usagés afin d'assurer leur recyclage ou leur destruction.

13 MONTANT DES PRESTATIONS ET PRIX APPLIQUÉS

13.1 -Montant des prestations

Les prix indiqués dans l'offre de l'accord-cadre forment, pour le Titulaire, le référentiel de prix de ses offres pour les marchés subséquents.

Le Titulaire est tenu de présenter, pour le marché subséquent, une offre de prix au moins aussi avantageuse que le référentiel de prix figurant dans son offre initiale. Il peut éventuellement motiver des différences de prix correspondant à des prestations spéciales à un marché subséquent. A défaut, il lui sera demandé de recalculer son offre sur la base du référentiel.

Le montant d'une prestation peut également inclure des coûts supplémentaires, non-inscrits dans l'annexe financière de l'accord-cadre, au moment de la remise de son offre demandée au titre d'un marché subséquent, en fonction du besoin, et à condition que ces coûts supplémentaires se justifient.

13.2 -Contenu des prix

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, droits, accises ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

13.3 -Prix initiaux

Les prix sont réputés établis aux conditions économiques en vigueur à la date de remise des offres. Le Titulaire certifie que les prix stipulés n'excèdent pas ceux de son barème pratiqué à l'égard de l'ensemble de sa clientèle. Il s'engage à fournir toutes les justifications permettant de vérifier cette conformité si le Pouvoir adjudicateur le demande.

Dans l'annexe financière – Référentiel des Prix - Taux Plafonds les prix sont établis hors taxes (HT) et toutes taxes comprises (TTC) en euros (€), avec deux décimales. Les prix sont assujettis à la TVA au taux en vigueur, indiqué dans l'offre financière du titulaire.

En cas de variation de ce taux ou de création de taxe, les factures tiendront compte des modifications intervenues.

13.4 -Formes et types de prix

A l'annexe financière – Référentiel des Prix - Taux Plafonds, les prix sont unitaires et révisables annuellement, à la date d'anniversaire de l'accord-cadre.

13.5 -Révision des prix

Les prix sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la signature de l'offre par le Titulaire (mois Mo).

Les prix sont révisables annuellement à chaque date anniversaire du marché à l'aide de la formule ci-après. Le Titulaire du marché s'engage à faire parvenir à l'établissement ses nouveaux prix avec un préavis d'un (1) mois avant la date prévue pour l'application de la révision.

Les prix restent fermes la première année. Aucune variation provisoire ne sera effectuée. A l'issue de la première année, le calcul de la variation du prix s'effectue, par application de la formule suivante :

$$P = P_0 \times \left[0,15 + 0,85 \times \frac{I}{I_0} \right]$$

dans laquelle :

- ✓ P_1 = prix révisé ;
- ✓ P_0 = prix établis aux conditions économiques au jour du dépôt de l'offre ;
- ✓ I_0 = Indices en vigueur le jour du dépôt de l'offre des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – CPF 59.1 – Services cinématographiques, vidéo et de télévision- Prix de marché – Base 2021 – Données trimestrielles brutes – Identifiant 010766524 ;
- ✓ I_1 = Indices en vigueur le jour de la demande de révision des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – CPF 59.1 – Services cinématographiques, vidéo et de télévision - Prix de marché – Base 2021 – Données trimestrielles brutes – Identifiant 010766524

L'indice est disponible sur le site www.insee.fr.

La lecture des indices s'effectue selon la méthode des derniers indices connus.

13.6 -Clause de sauvegarde

L'Administration se réserve le droit de résilier sans indemnité la partie non exécutée de l'accord-cadre à la date d'application du nouveau barème lorsque l'augmentation de celui-ci est supérieure à 2% l'an.

14 MODALITÉS DE RÉGLEMENT

14.1 -Délai global de paiement et intérêts moratoires

Le délai maximum de paiement est de trente (30) jours calendaires à compter de la date de réception de la facture, ou de la date d'exécution des prestations, portée sur la certification de service fait, si elle est postérieure à la date de réception de la facture dématérialisée.

Dans les conditions prévues aux articles R. 2192-31 à R. 2192-36 du Code de la commande publique, le défaut de paiement dans les délais fait courir, de plein droit et sans formalité, des **intérêts moratoires et une indemnité forfaitaire de 40 euros** pour frais de recouvrement aux bénéfices du titulaire. Le taux des éventuels intérêts moratoires sera égal au taux d'intérêts de la principale activité de refinancement de la banque centrale européenne (BCE) augmenté de 8 points.

14.2 -Etablissement et remise des factures

14.2.1 Mentions obligatoires sur les factures

Les factures sont établies en un original portant outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Le nom et adresse du créancier ;
- Le numéro de séquençement unique (n° facture) ;
- Le numéro d'inscription au registre du commerce, le numéro de SIRET références de son compte bancaire ou postal ;

- La référence du marché suivante : « [2025-ECPAD-AC-001](#) » ;
- La référence du marché subséquent sera communiquée ultérieurement lors de l'envoi de la lettre de consultation ;
- La désignation de la prestation ;
- Les prix, le taux et le montant de la taxe à la valeur ajoutée française (T.V.A.) ;
- La date d'édition de la facture.

14.2.2 Transmission des factures

En application de l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 et du décret n°2016-1478 du 2 novembre 2016, relatifs au développement de la facturation électronique, la transmission dématérialisée des factures est, depuis le 1^{er} janvier 2020, obligatoire pour l'ensemble des titulaires. L'obligation de transmission des factures dématérialisées s'applique à tous les titulaires et sous-traitants admis au paiement direct des contrats.

Les factures devront être transmises sur le portail « CHORUS PRO » en renseignant les éléments suivants :

- Le **numéro de SIRET**, qui identifiera l'ECPAD en tant que destinataire de la facture : 180 092 231 00018 ;
- Le **code service suivant** : [PRODAV](#) ;
- Le **numéro d'engagement et le code service** sont inscrits sur chaque bon de commande.

En cas d'envoi papier, les factures seront adressées à :

Etablissement de Communication et de Production Audiovisuelle de la Défense
Secrétariat Général – Département Budgétaire et Financier
 2 à 8, route du Fort - Fort d'IVRY
 94 205 IVRY SUR SEINE Cedex

Quel que soit le mode d'envoi, toute facture incomplète sera renvoyée et les délais de paiement suspendus.

14.3 -Règlement

Le paiement interviendra après certification du service fait sur chaque facture. Le mode de règlement est le virement administratif.

14.4 -Avance

Une avance pourra être accordée au titulaire dans les conditions définies par chaque marché subséquent.

Une avance est accordée dans les conditions fixées aux articles R. 2191-3 à R. 2191-12 sauf renoncement indiqué à l'acte d'engagement.

14.5- Cession ou nantissement

Les créances nées ou à naître concernant le présent marché peuvent être cédées ou nanties conformément aux conditions stipulées aux articles L.2191-8 et R.2191-45 et suivants du Code de la commande publique.

15 PÉNALITÉS

Les dispositions suivantes sont prises par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS.

Les pénalités s'appliquent aux délais inscrits dans les documents contractuels, mais également aux délais inscrits dans les marchés subséquents afférent à chaque prestation.

Fait générateur	Montant de la pénalité
Pénalités pour manquement contractuel à l'exécution du contrat :	
<p>Cette pénalité concerne :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) Les prescriptions inscrites dans les marchés subséquents ; b) Un manquement contractuel au cadre de réponse technique renseigné par le Titulaire 	<p>Si le Titulaire ne se conforme pas aux dispositions de ses propositions techniques composant le marché subséquent, une pénalité forfaitaire de 15% sera appliquée sur la proposition financière établie pour la prestation.</p>
Pénalité pour non-réponse à un marché subséquent sans justification :	
<p>En cas d'absence de réponse à un marché subséquent, le Titulaire doit justifier par écrit de son impossibilité de répondre.</p>	<p>Si le Titulaire n'a pas motivé par écrit son absence d'offre, une pénalité forfaitaire de 50 euros HT sera appliquée.</p>
Pénalités pour retard :	
<p>En cas de retard dans la remise de la proposition technique et financière dans les délais fixés dans le cadre de réponse technique.</p> <p>En cas de retard dans la transmission de la liste des personnes devant intervenir sur site lors de l'exécution des prestations (article 4.7.2.1 du CCTP)</p> <p>En cas de dépassement des délais d'exécution des prestations auxquels le Titulaire s'est engagé lors de la remise de sa proposition technique et financière liée au marché subséquent qui a été passé.</p>	<p>En cas de retard et dans la mesure où ce retard est imputable au Titulaire, les pénalités pour retard suivantes seront appliquées :</p> <p>75 € HT par heure de retard.</p> <p>110 € HT par heure de retard.</p> <p>Chaque heure commencée est due en totalité au titre des pénalités</p>
Pénalités pour non-respect des mesures de sécurité :	
<p>Ces pénalités concernent les mesures liées :</p> <ul style="list-style-type: none"> • À la sécurité des personnels du Titulaire ; • À la sécurité des personnels de l'ECPAD ; • Aux règles de sécurité et d'accès au du Fort ; • Aux mesures de discrétion et de confidentialité. <p>Dès lors qu'il est constaté que le Titulaire ne respecte pas une mesure de sécurité, le manquement est notifié par courriel au Titulaire.</p> <p>Sans que la liste ne soit exhaustive, il peut s'agir :</p> <p>Du non-respect des mesures de prévention ;</p> <p>Des consignes d'accès au Fort etc.</p>	<p>Le Titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 150 € par jour calendaire à compter de la notification du manquement jusqu'à la mise en conformité des obligations.</p> <p>En cas de constatation de plusieurs faits générateurs, les pénalités ainsi établies sont appliquées de façon cumulative.</p>

Pénalités relatives à la situation fiscale et sociale – Lutte contre le travail dissimulé – Code du travail :	
En cas de retard dans la remise des justificatifs et attestations prévus par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur, notamment aux articles D.8222-5 et suivants et D.8254-2 du Code du travail.	Le Titulaire encourt une pénalité de 500 € par jour calendaire de retard et par document est encourue, sans mise en demeure préalable. La pénalité est également encourue dans les mêmes conditions pour le défaut de production périodique desdits justificatifs et attestations pour les sous-traitants directs et indirects.
En cas de manquement présumé du Titulaire à ses obligations au regard de la réglementation applicable à la lutte contre le travail dissimulé.	Le Titulaire encourt une pénalité de 500 € par jour de retard jusqu'à la régularisation de sa situation.
En cas de manquement à l'obligation édictée par l'article L.1262-4-1 I. 2e alinéa du Code du travail.	Le Titulaire encourt une pénalité de 1 000 € par jour calendaire de retard et par omission de déclaration ou déclaration hors délai à l'inspection du travail.
En cas de manquement à l'obligation de fournir la preuve de déclaration prévue à l'article L.1262-2-1 du Code du travail.	Le Titulaire encourt une pénalité de 1 000 € par jour calendaire à compter du début du détachement et par omission de déclaration ou déclaration hors délai à l'inspection du travail.
<p>Avant application des pénalités, le Titulaire sera invité à fournir des explications sous cinq (5) jours ouvrables.</p> <p>A l'expiration de la période laissée au Titulaire pour s'expliquer, les pénalités visées seront appliquées jusqu'à la régularisation de la situation. A défaut de régularisation de la situation dans les trente (30) jours suivant le constat de l'infraction, le marché pourra être résilié sans indemnité et aux torts exclusifs du Titulaire.</p>	
Pénalité en cas de non-respect des obligations relatives aux salariés détachés :	
En cas de manquement à l'une quelconque des obligations législatives et réglementaires en vigueur relatives aux salariés détachés par une entreprise non établie en France.	Le Titulaire est passible d'une pénalité de 1 000 € par infraction constatée et par jour , sans mise en demeure préalable. Les pénalités visées sont appliquées à compter de la constatation de l'infraction jusqu'à la régularisation de la situation. A défaut de régularisation de la situation dans les trente (30) jours suivant le constat de l'infraction, le contrat pourra être résilié sans indemnité et aux torts exclusifs du Titulaire.
Pénalité en cas de non-respect des propositions et prescriptions liées au développement durable :	
En cas de non-respect des propositions et prescriptions liées au développement durable faites par le Titulaire dans le questionnaire Développement durable.	Le Titulaire se verra appliquer une pénalité correspondant à 2% du prix de la prestation (figurant sur le marché subséquent) au cours de laquelle le manquement a été constaté.

16 MODIFICATION DE L'ACCORD-CADRE

16.1 -Modification de l'accord-cadre rendant nécessaire la conclusion d'un avenant

Si le besoin le justifie, l'accord-cadre peut faire l'objet de modifications, sous réserve des dispositions de l'article L. 2194-1 du Code de la commande publique.

Les quatre cas exposés ci-dessous rendent obligatoire l'établissement d'un avenant :

Prestations supplémentaires apparues en cours d'exécution : lorsque les besoins de l'ECPAD en cours d'exécution nécessitent l'ajout de nouvelles prestations ou la substitution de certaines initialement prévues, soit de faire évoluer une ou plusieurs prestations proposées par le Titulaire, et ce, dans le cadre des besoins exprimés dans le cahier des clauses techniques particulières, sans pour autant que ces modifications introduites ne soient substantielles et n'impactent le montant du contrat. Des prestations complémentaires pourront être commandées par ajout au bordereau de prix pour garantir l'unité de la prestation.

- **Modification du montant du marché** : lorsque les prestations supplémentaires apparues en cours d'exécution sont devenues nécessaires et font naître une modification du montant du contrat dans la limite fixée par l'article R. 2194-3 du Code de la commande publique.
- **Défaillance du Titulaire** : en cas de défaillance du Titulaire et lorsque la reprise de l'accord-cadre par un autre opérateur économique n'est pas rendue nécessaire, celui-ci peut être résilié dans les conditions prévues au CCAG applicable. Cependant, lorsque le Titulaire est un groupement d'opérateurs économiques, le groupement doit exécuter le marché dans les conditions mentionnées à l'acte d'engagement ou ses annexes. En cas de défaillance d'un membre du groupement, les prestations dévolues à cet opérateur sont effectuées soit par les autres membres du groupement soit par un nouvel opérateur économique, accepté par l'ECPAD. Si le mandataire du groupement est défaillant, un autre mandataire est désigné au sein du groupement. A défaut, l'ECPAD peut proposer au groupement d'intégrer un nouveau mandataire de son choix. Dans le cas où le changement de Titulaire agréé par l'ECPAD ne peut être acté par voie d'avenant, un nouveau marché est passé avec le nouveau mandataire d'une part et les autres membres du groupement d'autre part sans que le nouveau contrat ne bouleverse les conditions économiques du contrat initial.
- **Modifications affectant le Titulaire ou son activité** : le Titulaire doit obligatoirement notifier à l'ECPAD toute modification ayant pour effet de substituer à la personne morale signataire du présent accord-cadre une entité juridique différente ou d'entraîner un changement de contrôle de la société. Les conditions de la cessation d'activités ou autres causes d'interruption non volontaire des activités de l'entreprise seront réglées conformément aux dispositions du CCAG applicable. La cession du présent marché sans autorisation expresse de l'ECPAD est interdite.
- **Possibilité d'accroître le montant maximum de commande fixé dans l'accord-cadre** : La poursuite de l'exécution des prestations en cas de dépassement du montant maximum est subordonnée à la conclusion d'un avenant ou à l'émission d'une décision de poursuivre prise par le Pouvoir adjudicateur. La procédure de réexamen sera introduite en vue d'accroître le montant maximum des commandes fixé dans l'accord-cadre dans la limite de 30% sur toute la durée de l'accord-cadre, reconductions incluses en cas de dépenses exceptionnelle intervenant sur le marché et non prévisibles au moment du montage de l'accord-cadre.

Ces modifications ne peuvent changer l'objet du marché ou modifier substantiellement les caractéristiques techniques de l'offre présentée par le Titulaire du marché.

16.2 -Modification de l'accord-cadre ne donnant pas lieu à un avenant

Les modifications n'emportant pas changement de la situation juridique de l'entreprise sont prises en compte par l'établissement sans qu'il soit nécessaire d'établir un avenant. Il s'agit notamment des modifications d'ordre administrative suivantes liées au Titulaire :

- Modification du siège social ;
- Modification du compte bancaire ;
- Désignation d'un nouveau dirigeant non consécutive à changement de contrôle de la société ;
- Changement de raison sociale ou changement de la structure de l'entreprise n'entraînant pas la création d'une nouvelle personne morale.

17 REALISATION DE PRESTATIONS SIMILAIRES

Le Pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de passer un marché sans publicité ni mise en concurrence préalables ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui ont été confiées au Titulaire, en application des dispositions de l'article R.2122-7 du Code de la commande publique.

18 OBLIGATIONS ENVIRONNEMENTALES

Le Titulaire s'engage à respecter les dispositions relatives à la protection de la main d'œuvre et conditions de travail, ainsi que celles relatives à la protection de l'environnement visées à l'article 7 du CCAG-FCS.

Le Titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue, respectent les prescriptions législatives, normatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes. Il doit être en mesure d'en justifier, sur simple demande du Pouvoir Adjudicateur.

La valorisation ou l'élimination des déchets créés lors de l'exécution des prestations est de la responsabilité du Titulaire pendant la durée de l'accord-cadre. Le Titulaire applique le principe de précaution face aux problèmes touchant à l'environnement, aussi bien dans l'utilisation et l'élimination ou le recyclage des produits utilisés.

Le Titulaire veille également à ce que soient effectuées les opérations, de collecte, transport, entreposage, tris éventuels, traitement et de l'évacuation des déchets créés par les prestations objet de l'accord-cadre, conformément à la réglementation en vigueur.

Le Titulaire s'engage à limiter la consommation des ressources non renouvelables, à réduire la consommation électrique ainsi que les déchets et à traiter de façon optimale les produits en fin de vie.

Les échanges entre l'ECPAD et le Titulaire se font, dans la mesure du possible, par voie électronique afin de réduire la consommation de papier. Le Titulaire s'engage à imprimer en recto/verso les documents remis sur support papier.

Le Titulaire s'engage, par ailleurs, à respecter les propositions inscrites dans le questionnaire concernant le développement durable, transmis lors de la remise de son offre.

19 RÉSILIATION DE L'ACCORD-CADRE

Le présent accord-cadre pourra être résilié dans les conditions prévues au chapitre 7 du CCAG-FCS, notamment pour les motifs ci-après :

- Événement extérieur au marché (article 39) ;
- Événements liés au marché (article 40) ;
- Faute du Titulaire (article 41).

En outre, l'accord-cadre pourra être résilié pour motif d'intérêt général. Par dérogation à l'article 42 du CCAG-FCS, aucune indemnité ne sera due au titulaire. Seront versées au Titulaire les sommes dues pour les prestations exécutées et réceptionnées.

En complément des dispositions de ces articles, l'accord-cadre peut également être résilié pour faute du Titulaire dans les cas suivants :

- ✓ Inexactitude des renseignements fournis à l'appui de la candidature et/ou de l'offre,
- ✓ Non-respect des obligations contractuelles malgré une mise en demeure.

L'ECPAD invitera préalablement le Titulaire à présenter ses observations. En cas de résiliation, le Pouvoir adjudicateur exigera au moins du Titulaire la remise des données détenues en vue de l'exécution de l'accord-cadre.

Le Pouvoir adjudicateur en informe le Titulaire ou ses ayants droits lors de la notification de la résiliation en indiquant le délai de remise de ces données par le Titulaire et les conditions de leur conservation dans l'attente de cette remise.

20 EXÉCUTION DES PRESTATIONS AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

Conformément à l'article 45 du CCAG-FCS, le Pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le présent marché public, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation de l'accord-cadre prononcée aux torts du titulaire.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

21 DOCUMENTS A PRODUIRE DANS LE CADRE DE L'EXÉCUTION DU MARCHÉ PUBLIC

21.1-Assurances

Conformément à l'article 9 du CCAG-FCS, Le Titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du Pouvoir adjudicateur, et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages, causés par l'exécution des prestations.

Il doit justifier dans un délai de **quinze jours à compter de la notification du marché public** et avant tout début d'exécution de celui-ci qu'il est Titulaire de ces contrats d'assurances au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution du marché public, le Titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du Pouvoir adjudicateur et dans un délai de **quinze jours à compter de la réception de la demande** faite par l'administration. **A défaut de production dans un délai de 15 jours, le marché public pourra être résilié aux torts exclusifs du titulaire.**

21.2-Documents administratifs à produire pendant l'exécution de l'accord-cadre

Le Titulaire doit fournir les pièces prévues aux articles D 8222-5, D 8222-7 et D 8222-8 du code du travail. Ces pièces sont à produire **tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord-cadre**.

Si le Titulaire ne fournit pas ces documents, l'administration lui notifie par écrit une mise en demeure assortie du délai dont il dispose pour fournir ces documents. A défaut d'indication du délai, le Titulaire dispose d'**un mois à compter de la notification de la mise en demeure**, pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

21.3-Redressement ou liquidation judiciaire

Le Pouvoir adjudicateur informe le Titulaire que si, pendant la durée du marché public, son entreprise est en difficulté sur le plan judiciaire, elle doit, par l'intermédiaire de son représentant, de l'administrateur judiciaire ou du liquidateur désigné, adresser au représentant du Pouvoir adjudicateur **dans les quinze jours qui suivent la décision de justice, une copie de tous les actes judiciaires relatifs au jugement** de faillite personnelle, redressement ou liquidation judiciaire, ainsi qu'une copie de tous les documents afférents aux autorisations de poursuite des activités du titulaire, dans le cadre d'exécution du marché public.

22 OBLIGATIONS DU TITULAIRE DANS LE CADRE DE L'EXÉCUTION DE L'ACCORD-CADRE

22.1-Lutte contre le travail dissimulé

En application de l'article L.8222-6 du Code du travail, si le Pouvoir adjudicateur est informé par écrit par un agent de contrôle de la situation irrégulière du Titulaire au regard des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 et L.8221-5, le Titulaire sera mis en demeure d'apporter au Pouvoir adjudicateur la preuve qu'elle a mis fin à la situation délictuelle. A défaut, le marché public pourra être rompu sans indemnité, aux frais et risques du titulaire.

En outre, le Titulaire est tenu d'établir un enregistrement exhaustif de toutes les personnes qu'il emploie sur le site de l'ECPAD. Cet enregistrement est tenu à jour et mis à disposition de l'ECPAD et de toute autre autorité compétente, qui peut en solliciter la production à tout moment pendant la durée du marché public. Le cas échéant, le Titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables. Il reste responsable du respect de celles-ci pendant toute la durée du marché public.

22.2-Langue

En application de la loi n° 94-665 du 4 août 1994 relative à l'emploi de la langue française, l'ensemble des livrables demandés au titre du présent marché public doit être rédigé en français.

En application de l'article R. 2143-16 du Code de la commande publique, dans le cas où un candidat ne peut délivrer un document en langue française, il devra fournir ce document accompagné d'une traduction en français certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

De plus, l'ensemble des communications écrites ou orales qui pourraient avoir lieu entre le Pouvoir adjudicateur, le Titulaire et ses sous-traitants éventuels, durant l'exécution du marché public s'effectuera en français.

22.3-Confidentialité

Le Titulaire et le Pouvoir adjudicateur qui, à l'occasion de l'exécution du marché public, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatifs notamment aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au fonctionnement des services du Titulaire ou du Pouvoir adjudicateur, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Le cas échéant, le Titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché public. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public, au moment où ils sont portés à la connaissance des parties du marché public.

22.4- Protection du secret

Dans le cadre des dispositions législatives et réglementaires en matière de protection du secret de la défense nationale, le Titulaire s'engage à prendre toutes les mesures utiles pour assurer lors de l'exécution du contrat la protection absolue des informations ou supports classifiés qui peuvent être détenus dans le service, au profit duquel le contrat est exécuté ou dans tout lieu dans lequel ce contrat est exécuté.

22-5- Communication de tout changement afférant aux données du Titulaire

Le Titulaire s'engage à prévenir le **département des affaires juridiques et des achats** de toute modification intervenant dans les caractéristiques de la société (changement de raison sociale, de

compte bancaire, de SIRET, etc.) au fur et à mesure qu'elles interviennent, sous peine de refus des créances par le comptable public.

Le non-respect de cette obligation entraînera systématiquement la suspension du délai global de paiement.

22-6- Responsabilités du Titulaire vis-à-vis des tiers

En toute circonstance, le Titulaire demeure seul responsable de tous dommages ou accidents causés à des tiers, lors ou par suite de l'exécution de prestations résultant, soit de son propre fait, soit de son personnel.

23 DIFFÉRENDS ET LITIGES

23.1 -Dispositions générales

Le Pouvoir adjudicateur et le Titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché public ou à l'exécution des prestations objet du marché public.

Tout différend entre le Titulaire et le Pouvoir adjudicateur doit faire l'objet, de la part du titulaire, d'un mémoire de réclamation exposant les motifs et indiquant, le cas échéant, le montant des sommes réclamées. Ce **mémoire doit être communiqué au Pouvoir adjudicateur** dans le délai de **deux mois**, courant à compter du jour où le différend est apparu, sous peine de forclusion.

Le Pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de deux mois, courant à compter de la réception du mémoire de réclamation, pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation.

23.2 Comités consultatifs de règlement amiable des litiges

En application des articles L. 2197-1, R. 2197-23 et R. 2197-24 du Code de la commande publique, en cas de différend concernant l'exécution des marchés publics, les acheteurs et les titulaires peuvent recourir au médiateur des entreprises ou aux comités consultatifs de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés dans des conditions fixées par décret.

Les comités consultatifs de règlement amiable ont pour mission de rechercher des éléments de droit ou de fait en vue d'une solution amiable et équitable.

Le médiateur des entreprises agit comme tierce partie, sans pouvoir décisionnel, afin d'aider les parties, qui en ont exprimé la volonté, à trouver une solution mutuellement acceptable à leur différend.

La saisine du médiateur des entreprises ou d'un comité consultatif de règlement amiable interrompt le cours des différentes prescriptions et les délais de recours contentieux jusqu'à la notification du constat de clôture de la médiation ou la notification de la décision prise par l'acheteur sur l'avis du comité.

Le mode de saisine, la composition, l'organisation et les modalités de fonctionnement des comités consultatifs sont fixés par décret.

23.3 Procédure contentieuse

Le cas échéant et pour tout renseignement, l'instance chargée des procédures de recours contentieux est :

24 DÉROGATIONS AU CCAG-FCS

Sauf dérogations citées ci-dessous, les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières se réfèrent expressément au cahier des clauses administratives générales Fournitures courantes et services et s'appliquent au présent accord-cadre.

CCAP	CCAG
Article 3 : Documents contractuels	Article 4.1
Article 4.4.1 : Représentation du Pouvoir adjudicateur	Article 3.3
Article 6.9 : Modalités de décomptes des délais	Article 3.2
Article 11.1 : Vérification des prestations	Article 27 et 28
Article 11.2 : Décision du Pouvoir adjudicateur	Article 29
Article 15 : Pénalités	Article 14
Article 19 : Résiliation de l'accord-cadre	Article 42